

26 NOVEMBRE 2026

Mathias Delori

ECLAIRAGE

Le génocide « le plus moral du monde » : ce que révèle le film « Naza » sur la guerre menée par Israël à Gaza

grip

Les journalistes et cinéastes Yuval Abraham et Rachel Szor ont réalisé une enquête auprès de 24 officiers israéliens qui ont participé aux bombardements de l'hiver 2023-2024, lesquels ont tué des dizaines de milliers de civils et détruit 80 % du bâti à Gaza. Leurs articles[1] et leur film documentaire intitulé « *Naza*[2] » révèlent que ces hommes et ces femmes ont souvent une perception sensible des conséquences humaines de leurs actions. Grâce à un système d'écoute connecté aux téléphones des Gazaouis, ils entendent, par exemple, les conversations des enfants avant l'explosion des bombes. Ces hommes et ces femmes ont aussi une connaissance précise du nombre de civils tués pour chaque frappe. Au cours de l'hiver 2023-2024, ce nombre allait de quinze pour les frappes dirigées contre un simple militant présumé du Hamas à 500 pour un chef de l'organisation. Une scène fascinante du film *Naza* montre un officier israélien calculer que, compte tenu du nombre de cibles officielles (les 40 000 militants présumés du Hamas), la mise en œuvre des procédures de l'armée israélienne doit aboutir, à terme, à l'extermination de tous les Gazaouis. Cet officier concède ensuite, logiquement et froidement, qu'il participe à un « *génocide* ».

Cette enquête suggère, par ailleurs, que ces officiers ne sont pas animés par la même idéologie que l'extrême droite israélienne. Contrairement au ministre de la Défense Yoav Gallant le 9 octobre 2023, ils ne désignent pas ouvertement les Palestiniens comme des « *animaux-humains*[3] ». Ils ne témoignent pas non plus du même sadisme que ces soldats qui se filment fièrement à Gaza en perpétrant des atrocités et dont les vidéos circulent sur les réseaux sociaux. Même si certains interviewés évoquent l'idée de vengeance après le 7 octobre, le film montre que la haine des Palestiniens n'explique pas, à elle seule, leur participation au génocide. En dehors de leurs activités guerrières, ces officiers mènent une vie semblable à celle de millions de jeunes des métropoles du nord global. Ils fréquentent les salles de sport, les bars, les night-clubs et les salles de cinéma. Un dispositif du film *Naza* sert cet argument : les entretiens sont réalisés et filmés sur les toits de Tel-Aviv. Le film montre ainsi une métropole vivante qui apparait comme l'image inversée de Gaza.

La plupart des commentateurs interprètent les résultats de l'enquête de Szor et Abraham comme une confirmation de la thèse de Hannah Arendt sur la « *banalité du mal*[4] ». La philosophe états-unienne a forgé cette théorie au début des années 1960 alors qu'elle assistait au procès à Jérusalem d'Adolf Eichmann, le plus haut responsable administratif du génocide des Juifs d'Europe. Arendt a vu dans Eichmann un fonctionnaire qui s'est contenté de suivre les procédures et d'obéir aux ordres. Si Arendt s'est trompée au sujet d'Eichmann (il était bien plus antisémite qu'elle ne le pensait), les spécialistes admettent la validité de son paradigme de la violence bureaucratique. La soumission à l'autorité et l'application de procédures impersonnelles jouent souvent un rôle dans les violences de masse en général et les génocides en particulier. Ces mécanismes facilitent la participation d'hommes et de femmes ordinaires, car ils déshumanisent de manière froide en assimilant les victimes à des choses ou des êtres insignifiants. Un rapprochement peut ainsi être établi entre les *Stücke* (« *morceaux* »), terme employé dans les

camps de concentration et d'extermination nazis pour désigner les détenus, et les *Naza* de la guerre aérienne à Gaza. Issu de l'hébreu *nezek agavi* («*dommage collatéral*»), le mot *naza* désigne le nombre de civils que le commandement juge acceptable ou souhaitable de tuer au cours d'une frappe aérienne. Dans les deux cas, le recours à un vocabulaire bureaucratique et technique contribue à déshumaniser les victimes en les réduisant à des unités abstraites et quantifiables.

Tout en étant d'accord avec cette interprétation, je voudrais en proposer une autre, complémentaire, inspirée de ma connaissance des technologies utilisées par les forces armées israéliennes dans le cadre de leur guerre aérienne à Gaza. Je pense en particulier aux instruments de surveillance aérienne, aux logiciels d'identification des cibles, aux procédures d'évaluation des «*dégâts collatéraux*» ou encore aux systèmes de guidage des armements. Ces technologies sont caractéristiques de la manière libérale de faire la guerre, celle qui respecte ou mime le respect du droit de la guerre. Elles permettent d'opérer une distinction entre combattants et non-combattants et ne visent que les premiers, conformément au principe de «*distinction*».

Ces technologies offrent aussi la possibilité de calculer le nombre de civils qu'on tue, ce qui est en résonance avec le principe de «*proportionnalité*», lequel énonce que les torts causés aux civils doivent être proportionnels à l'effet militaire recherché.

J'ai effectué des entretiens avec des aviateurs et opérateurs de drones qui ont utilisé ces technologies dans un autre contexte : la «*guerre globale contre le terrorisme*» conduite par les États-Unis et leurs alliés pendant les années 2000 et 2010. Un fait m'avait frappé : beaucoup fétichisaient ces technologies. Ils m'expliquaient qu'elles permettent de faire la guerre de manière sinon morale, du moins plus morale que celles utilisées par les «*terroristes*[5]», y compris quand elles tuent de nombreux civils. Comme on le verra, Israël utilise ces technologies d'une tout autre manière que les États-Unis et leurs alliés. On peut toutefois se demander si ces officiers ne fétichisent pas, eux aussi, ces technologies et leur rapport au droit de la guerre et à la morale. Cela pourrait expliquer un fait social glaçant : les personnes interviewées par Abraham et Szor semblent non seulement tuer sans haine, mais également en toute bonne conscience.

1. Mimer le principe de distinction

Le premier principe du droit de la guerre énonce qu'on doit distinguer civils et combattants et ne viser que ces derniers. Or, ni les conventions internationales ni la jurisprudence ne disent précisément comment identifier les combattants quand ceux-ci ne possèdent pas d'uniforme, ce qui est presque toujours le cas dans les guerres contre-terroristes. On comprendra mieux la définition israélienne du combattant ennemi en la comparant avec celle des autres pays qui combattent le terrorisme.

Au cours des années 2000, les États-Unis et leurs alliés en guerre contre Al-Qaeda en Afghanistan et en Irak retenaient deux critères plutôt restrictifs : le fait de participer directement à des combats ou d'être un militant connu de l'organisation. Ces deux critères ont rapidement été abandonnés, car les phases de combat sont, en fait, assez rares. Par ailleurs, le renseignement humain ne permet pas d'identifier de nombreux militants. Ces pays ont donc développé les « *frappes d'opportunité* » (« *opportunity strikes* »), lesquelles reposent sur une logique de suspicion[6]. Autrement dit, l'on n'est pas certain que la personne désignée comme cible est un combattant ennemi ou un militant de l'organisation terroriste, mais on le suspecte en raison de divers critères. Ces guerres étant principalement conduites depuis les airs, les critères retenus sont ceux que la surveillance aérienne permet de prendre en compte : l'âge apparent, le genre et la localisation dans l'espace. Dès le milieu des années 2000, les États-Unis et leurs alliés ont défini comme combattants les « *hommes d'âge militaire* » (« *military aged males* »), autrement dit les hommes adultes ou les adolescents, qui se trouvaient dans des espaces jugés suspects : une zone désertique, un lieu de réunion présumé des membres de l'organisation, un dépôt d'armes présumé, etc[7].

Au cours de l'hiver 2023-2024, Israël a accentué cette logique en ayant recours à l'intelligence artificielle (IA). *Lavender*, le principal logiciel utilisé pour générer des cibles, attribue à chaque personne repérée à Gaza un nombre allant de 0 à 100 en fonction de la probabilité estimée d'avoir affaire à un militant du Hamas. On ne connait pas dans le détail le paramétrage du logiciel *Lavender*, mais les témoignages recueillis par Szor et Abraham suggèrent que les hommes adultes se déplaçant dans des lieux suspects se voient attribuer un score proche de 100, les nouveau-nés situés loin de ces lieux une note proche de 0, et toutes les autres personnes reçoivent un score entre ces deux extrêmes. Le logiciel est ensuite paramétré pour désigner comme « *combattantes* » toutes les personnes dont le score est suffisamment élevé. La valeur de ce score seuil n'a pas été divulguée à ce jour.

Le recours à l'IA introduit plusieurs différences majeures par rapport à la « *guerre globale contre le terrorisme* » conduite par les États-Unis et leurs alliés. Premièrement, les systèmes d'IA suppriment toutes les contraintes en matière de nombre de cibles. Pendant les trois semaines qui ont suivi la prise d'otages meurtrière du 7 octobre 2023, Israël a largué 8 000 bombes sur Gaza[8]. Ce nombre est voisin de celui du nombre de bombes larguées par la coalition internationale contre l'organisation État islamique en Syrie entre 2014 et 2018, et ce alors que le territoire syrien est 500 fois plus grand et la période considérée 50 fois plus longue[9].

Deuxièmement, cette technologie conduit ses utilisateurs et ses partisans à intégrer l'idée selon laquelle ils ne visent que des combattants et, par conséquent, qu'ils respectent le principe de distinction. Le recours aux mathématiques contribue à masquer l'arbitraire des paramètres en conférant un vernis d'objectivité. Une source de Yuval Abraham fait écho à ce pouvoir des mathématiques quand elle explique : « *Il y a quelque chose dans l'approche statistique qui vous fait respecter une certaine norme*

et un certain standard. » Elle ajoute : « *Et je fais bien plus confiance à un mécanisme statistique qu'à un soldat qui a perdu un ami il y a deux jours. Tout le monde, y compris moi, a perdu des proches le 7 octobre. La machine l'a fait froidement. Et cela a facilité les choses.* »[10]

Lavender n'est pas le seul logiciel d'IA utilisé par les forces aériennes israéliennes. Un autre, appelé *Where's daddy?*, suit les déplacements des combattants présumés (les hommes adultes se déplaçant dans des zones jugées suspectes) et prescrit d'attendre qu'ils se trouvent chez eux avant de larguer la bombe. Ce faisant, la bombe n'élimine pas un combattant ennemi comme elle pourrait le faire si elle l'atteignait en pleine rue. Elle détruit l'habitation entière et toutes les personnes qui s'y trouvent. Le recours à des technologies comme *Where's daddy?* explique pourquoi la guerre israélienne à Gaza peut, aussi, être qualifiée d'« *urbicide* » (entreprise délibérée de détruire un espace urbain) et d'« *enfanticide* » (violence de masse contre des enfants). À titre de comparaison, l'estimation la plus haute (l'estimation officielle israélienne) du nombre de mineurs tués par le Hamas au cours de l'hiver 2023-2024 est de 40 (dont 38 le 7 octobre 2023) alors que le nombre de mineurs gazaouis tués par Israël au cours de la même période se compte au minimum en milliers[11].

2. Singer le principe de proportionnalité

Le second principe du droit de la guerre énonce que le nombre de civils tués doit être proportionnel à l'effet militaire recherché. Là encore, ni les conventions internationales, ni la jurisprudence n'énoncent de manière claire ce qui constitue un nombre de « *dégâts collatéraux* » acceptable. La remarque précédente sur le pouvoir des mathématiques est donc encore valable : c'est « *le fait même de calculer – le fait qu'un calcul a bien eu lieu – qui justifie [le bombardement]* »[12].

On comprendra mieux cette fétichisation du calcul en s'arrêtant un instant sur la principale traduction militaire du principe de proportionnalité. On l'appelle, en anglais, « *the Non-Combatant Casualty Cut-off Value* » (NCCV), une expression qu'on pourrait traduire en français par « *valeur seuil des victimes non-combattantes* ». Derrière cette expression compliquée se cache une réalité simple : le nombre de civils qu'un pilote, un opérateur de drone ou une IA peut tuer pour une cible militaire donnée. L'existence de ces NCCV signifie que le discours hégémonique induit le public en erreur quand il suggère qu'il existe deux manières de tuer les civils : de manière spécifiquement intentionnelle, comme quand une personne pose une bombe dans un café et de manière accidentelle quand un opérateur de drone tue un enfant qui « *n'aurait pas dû être là* ». Ce dernier exemple ne correspond qu'à un cas précis : celui où la NCCV est fixée à zéro, autrement dit lorsque la procédure prévoit de ne pas faire de victimes civiles. Dès que cette valeur est supérieure à zéro, la mort

de civils n'est plus simplement accidentelle : elle constitue une conséquence anticipée, calculée et acceptée de la frappe, même lorsque celle-ci vise un combattant ou une personne désignée comme telle.

Cette manière d'administrer la mort aux civils n'est pas nouvelle. Elle a émergé au cours de la « *guerre globale contre le terrorisme* » avec le développement de logiciels d'évaluation des « *dégâts collatéraux* ». La stratégie n'était alors pas génocidaire, mais contre-terroriste et, plus précisément, « *contre-insurrectionnelle* ». Les services de renseignement états-uniens avaient constaté, dès le milieu des années 2000, qu'une violence trop grande contre les civils incitait ceux-ci à rejoindre les rangs des organisations terroristes. Dès lors, les États-Unis et leurs alliés ont mis en œuvre une stratégie consistant à essayer d'éliminer un maximum de combattants tout en limitant la violence contre les civils. Par exemple, lors de la guerre contre l'organisation État islamique en Irak et en Syrie, une frappe de la coalition internationale tuait, en moyenne, 0,3 civil (autrement dit, trois civils trouvaient la mort toutes les dix frappes)[13]. Ce chiffre est dû au fait que les NCCV étaient, en temps normal, égales à zéro et qu'elles furent rehaussées lors des batailles pour la conquête ou reconquêtes de certaines villes. Lors de la bataille de Mossoul de 2016-2017 par exemple, les NCCV étaient comprises entre un et deux pour les simples djihadistes (présumés) et entre cinq et dix pour les cadres présumés de l'organisation[14].

Les NCCV utilisées par Israël à Gaza sont d'un tout autre ordre de grandeur. L'enquête de Szor et Abraham révèle qu'au cours de l'hiver 2023-2024, elles étaient souvent de quinze pour de simples militants présumés du Hamas, 100 pour les cadres présumés du mouvement et qu'elles ont atteint le nombre vertigineux de 500 pour les chefs de cette organisation, ce qui s'est traduit par l'emploi d'armes très puissantes[15]. Avec de tels nombres, il est impossible de parler de stratégie contre-terroriste de type contre-insurrectionnel. Il est même difficile de parler de stratégie contre-terroriste au sens de Gabi Eisenkot, le théoricien de la doctrine Dahiya, laquelle prévoit un usage massif de la force contre les infrastructures civiles pour dissuader de futures attaques. L'intention de tuer les civils est évidente, mais elle est camouflée derrière des procédures qui miment le respect du droit de la guerre.

Conclusion

J'ai essayé, à travers ce texte, d'apporter un éclairage sur une révélation de l'enquête de Szor et Abraham à propos du génocide à Gaza, à savoir le fait que les agents de son volet aérien semblent être des personnes ordinaires. Mon interprétation est que le paradigme de la violence bureaucratique n'explique pas totalement ce fait. Les technologies utilisées par l'armée israélienne ne sont pas « *banales* », pour reprendre l'expression du célèbre ouvrage de Hannah Arendt. Elles permettent de mimer le respect du droit de la guerre tout en maximisant le nombre de victimes civiles. Il n'existe pas de contradiction entre ces deux dimensions des technologies de la guerre aérienne à

Gaza. La première – la construction d'un imaginaire où la violence apparait licite – est la condition *sine qua non* de la seconde : l'administration de la mort à des milliers d'enfants. Grâce aux technologies de la manière libérale de faire la guerre, les agents de la guerre aérienne à Gaza peuvent se raconter une histoire qui apparait choquante depuis l'extérieur, mais qui est vraie depuis leur position : ils ne tuent pas de manière indiscriminée. Ils dirigent leurs bombes vers des personnes labellisées comme « *combattantes* » et calculent le nombre de civils qu'elle va tuer. Si l'on estime, comme les services de propagande israéliens, que cette manière de tuer est morale, ces hommes et ces femmes participent au génocide « *le plus moral du monde* ».

Références

1. L'un d'eux est paru en français : ABRAHAM Yuval, « "Lavender", l'intelligence artificielle qui dirige les bombardements à Gaza », *L'Humanité*, 4 avril 2024.

2. ABRAHAM Yuval, SZOR Rachel (réal.), *Naza* (אז"ר), Royaume-Uni, produit par *JW Films* et *The Guardian*, 2026.

3. Voir : « Statement by Yoav Gallant », *Knesset TV*, 9 octobre 2023. Les propos du ministre de la Défense israélien ont été repris dans la lettre adressée par l'Afrique du Sud au Conseil de sécurité des Nations unies en mai 2024. Voir : « Lettre datée du 29 mai 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies », Conseil de sécurité des Nations unies, 24 mai 2024, p. 21.

4. ARENDT, Hannah, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard, 1991 (1966).

5. En toute rigueur, il conviendrait d'utiliser le mot « *terroriste* » avec des guillemets, et ce pour des raisons explicitées ici : DELORI Mathias, « De quoi le "terrorisme" est-il (scientifiquement) le nom ? », *Ritimo*, 13 janvier 2025. Pour ne pas alourdir le style, je ne les utilise pas dans la suite du texte.

6. BIGO Didier, « Dramaturgy of suspicion and the emergence of a transnational guild of extraction of information by torture at a distance », in: GUILD Elspeth Guild, BIGO Didier, GIBNEY Mark (dir), *Extraordinary renditions*, London, New York, Routledge, 2018, p. 30-52.

7. YOUNSI Antoine, *Les « régimes d'action » du « contre-terrorisme » français au Mali. Enquête sur le rôle des « cadres de guerre » militaires dans la normalisation de la violence libérale de l'opération Serval. Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Sociales soutenue le 1er mai 2026*, Université libre de Bruxelles, 2026.

8. « Fact sheet: Israel and Palestine conflict », ACLED, 31 octobre 2023.

9. « Declared US-led Coalition air and artillery strikes in Iraq and Syria », *Airwars*, 29 septembre 2022.

10. ABRAHAM Yuval, « "Lavender", l'intelligence artificielle qui dirige les bombardements à Gaza », *L'Humanité*, 4 avril 2024.

11. SHALHOUB-KEVORKIAN Nadera, « Five pillars of zionist genocidal apparatus: a Palestinian problematization of genocide studies », *Journal of Genocide Research*, 28, 2026, pp. 540-552.

12. WEIZMAN Eyal, *The least of all possible evils: humanitarian violence from Arendt to Gaza*, London, Verso, 2012, p. 11.

13. Telle est la conclusion à laquelle on aboutit quand on divise l'évaluation moyenne du nombre de victimes civiles par l'ONG Airwars par le nombre de frappes. Voir : « Reported civilian deaths from US-led Coalition strikes in Iraq and Syria - database tracks casualties from 2014 », *Airwars*, 29 septembre 2022.

14. WATKINS Ali, « This Is how the U.S. decides how many people it can kill in Syria », 28 février 2016.

15. LONGUET Samuel, VILLAFRANCA IZQUIERDO Lou, « Les bombardements israéliens contre Gaza : entre bombes (im)précises et mépris pour les vies civiles », *Éclairage du GRIP*, 31 décembre 2024.

L'auteur

Mathias Delori est actuellement chercheur CNRS au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris. Il est l'auteur de trois monographies de recherches portant respectivement sur la réconciliation franco-allemande (Peter Lang, 2015), la violence de la guerre globale contre le terrorisme (Éditions Amsterdam, 2021) et le caractère mimétique des violences terroristes et contre-terroristes (Peter Lang, 2025). Il est également corédacteur en chef de la revue Cultures et Conflits et chercheur associé au GRIP.

Pour citer cette publication

DELORI Mathias, « Le génocide "le plus moral du monde" : ce que révèle le film "Naza" sur la guerre menée par Israël à Gaza », *Note d'analyse du GRIP*, 26 novembre 2026.

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éduation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture :

Destructions massives dans le quartier de Rimal, à Gaza, à la suite d'une frappe aérienne israélienne, le 9 octobre 2023 - crédit : wikimedia commons.

***

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Mundo-Madou -Avenue des Arts, 7-8

1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique

Tél. : +32 (0) 473 982 820 - admi@grip.org - www.grip.org

Le GRIP a pour objectif la recherche et l'information sur les questions de paix et de sécurité internationales. Ses travaux portent sur :

- les conflits armés, leur gestion, leur prévention et leur résolution, notamment grâce aux outils du maintien de la paix, ainsi que leurs impacts humains et écologiques ;
- les politiques de sécurité et de défense, notamment au niveau européen ou en Afrique ;
- la production, le commerce, l'usage et le contrôle des armements.

Le GRIP s'attache à la production d'une recherche rigoureuse et à rendre compte des questions étudiées avec nuance et intégrité. Il fait la promotion du règlement pacifique des différends, de la sécurité humaine, ainsi que du respect du droit international, des droits humains et des libertés fondamentales. Sans naïveté face aux acteurs enclins à user de la violence, le GRIP entend contribuer à un monde moins armé et plus sûr.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP considère que les enjeux de sécurité et de défense doivent faire l'objet d'un débat démocratique et pluraliste. Il œuvre pour préserver l'accès des citoyen·ne·s, des médias et des décideur·euse·s politiques à une recherche indépendante sur les questions de paix et de sécurité internationales. Son but est de contribuer à la formation de leur jugement critique, face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques, ainsi que des conceptions éthiques parfois contradictoires.

En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

1. Préserver et développer une recherche indépendante et rigoureuse sur la paix ;
2. Garantir l'accès du public francophone et de la société civile à cette recherche ;
3. Consolider une force de proposition auprès des décideur·euse·s politiques ;
4. Assurer le pluralisme du débat public sur les questions de sécurité et de défense ;
5. Former les futur·e·s chercheur·e·s et praticien·ne·s à l'analyse critique de ces enjeux.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun.

→ **Pour nous soutenir :**
www.grip.org/donation-grip/

→ **Devenez donateur :**
IBAN : BE87 0001 5912 8294
BIC/SWIFT : BPO TBE B1